

Bij niet-inachtneming van de termijn uit het eerste lid van dit artikel wordt het bedrag vermeerderd bij de ingebrekestelling in toepassing van de wettelijke rentevoet.

Art. 7. Dit akkoord treedt in werking de dag van ondertekening ervan door alle vertegenwoordigers van de akkoordsluitende partijen.

Opgemaakt op 19 december 2019 in twee originele exemplaren.

Voor het Waalse Gewest:

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,

P.-Y. DERMAGNE

Voor de Duitstalige Gemeenschap :

Voor de Regering:

De Minister-President, Minister van Lokale Besturen en Financiën,

O. PAASCH

De Vice-Minister-President, Minister van Gezondheid en Sociale Zaken, van Ruimtelijke Ordening en Huisvesting,

A. ANTONIADIS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/206085]

**18 DECEMBRE 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2016 fixant les dates de l'ouverture, de la clôture et de la suspension de la chasse, du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2021 en vue de prolonger la chasse à l'espèce cerf et mouflon**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, l'article 1<sup>er</sup> ter, alinéa 2, inséré par le décret du 14 juillet 1994 et modifié par le décret du 16 février 2017;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2016 fixant les dates de l'ouverture, de la clôture et de la suspension de la chasse, du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2021;

Vu l'arrêt n° 245.927 du Conseil d'Etat du 25 octobre 2019 annulant l'arrêté du Gouvernement précité mais maintenant définitivement jusqu'au 30 juin 2020 les effets notamment des dispositions des articles 4 et 7;

Vu l'avis du pôle « Ruralité », section « Chasse », rendu le 13 décembre 2019;

Vu le rapport du 18 décembre 2019 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1<sup>er</sup>;

Vu l'urgence;

Considérant que des plans de tir pour la chasse à l'espèce cerf imposant des prélèvements minima, tant en boisés qu'en non-boisés, ont été attribués par le Département de la Nature et des Forêts du Service public de Wallonie;

Considérant que selon toute vraisemblance il apparaît qu'à la date du 10 décembre 2019 une part significative des prélèvements minima prévus par les plans de tir ne seront pas atteints pour le 31 décembre 2019, date de fermeture de la chasse à l'espèce cerf pour l'année cynégétique 2019-2020;

Considérant que la situation biologique de l'espèce cerf et les circonstances climatiques et trophiques actuelles favorables sont telles que le taux d'accroissement de la population de cerfs au printemps prochain sera bon, entraînant une augmentation importante de cette population en nombre absolu si les plans de tir minimum imposés en cerfs non-boisés n'ont pas été atteints;

Considérant que des prélèvements insuffisants en cerfs durant l'année cynégétique 2019-2020 sont de nature à entraîner un risque accru de dégâts à l'agriculture, aux propriétés forestières et à la biodiversité, ainsi qu'un risque sur le plan sanitaire;

Considérant qu'un allongement de la période d'ouverture de la chasse au cerf durant les mois de janvier et février 2020, au même titre que la prolongation de la chasse en battue et au chien courant de l'espèce sanglier qui est déjà effective en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juin 2019 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2016 fixant les dates de l'ouverture, de la clôture et de la suspension de la chasse, du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2021 et imposant l'interdiction de toute forme de restriction de tir sur l'espèce sanglier pour l'année cynégétique 2019-2020, n'aura pas d'impact supplémentaire sur les autres utilisateurs de la forêt et sera indiscutablement de nature à augmenter la pression cynégétique sur la population de cerfs afin d'atteindre les objectifs des plans de tir;

Considérant que le Département de la Nature et des Forêts du Service public de Wallonie précise aussi que les plans de tir contractuels au mouflon ne seront sans doute pas atteints au 31 décembre 2019, que, dès lors, il y a lieu de pouvoir bénéficier aussi d'une prolongation de la chasse en battue et au chien courant à cette espèce, au même titre que pour les espèces cerf et sanglier, pour atteindre les objectifs de prélèvement fixés;

Considérant l'avis favorable du Département de la Nature et des Forêts du Service public de Wallonie à une prolongation de la chasse durant les mois de janvier et février 2020, à l'espèce cerf et mouflon;

Considérant que la dernière séance du Gouvernement wallon de l'année 2019 se tiendra en date du 18 décembre 2019;

Considérant que les titulaires de droit de chasse doivent être informés au plus vite de la possibilité pour eux de tirer des animaux des espèces cerf et mouflon à l'occasion des battues au sanglier qu'ils organiseront dès le début du mois de janvier ;

Sur la proposition du Vice-Président du Gouvernement et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2016 fixant les dates de l'ouverture, de la clôture et de la suspension de la chasse, du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2021, partiellement annulé par l'arrêt du Conseil d'état n° 245.927 du 25 octobre 2019, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour l'année cynégétique 2019-2020 et sans préjudice des dispositions spécifiques relatives à l'interdiction de la chasse dans le périmètre de la zone infectée en province de Luxembourg par la peste porcine africaine et dans le périmètre d'éventuelles autres zones qui viendraient à être infectées par la peste porcine africaine en Région wallonne, la chasse à tir des cerfs non-boisés est prolongée jusqu'au 29 février 2020 inclus. ».

**Art. 2.** L'article 7 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour l'année cynégétique 2019-2020 et sans préjudice des dispositions spécifiques relatives à l'interdiction de la chasse dans le périmètre de la zone infectée en province de Luxembourg par la peste porcine africaine et dans le périmètre d'éventuelles autres zones qui viendraient à être infectées par la peste porcine africaine en Région wallonne, la chasse à tir des animaux de l'espèce mouflon est prolongée jusqu'au 29 février 2020 inclus. ».

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

**Art. 4.** Le Ministre qui a la chasse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 décembre 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Vice-Président du Gouvernement et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

## ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/206085]

#### 18. DEZEMBER 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2016 zur Festlegung der Daten für den Beginn, das Ende oder die Aussetzung der Jagd vom 1. Juli 2016 bis zum 30. Juni 2021, um die Hirsch- und Mufflonjagd zu verlängern

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd, Artikel 1<sup>ter</sup> Absatz 2, eingefügt durch das Dekret vom 14. Juli 1994 und abgeändert durch das Dekret vom 16. Februar 2017;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2016 zur Festlegung der Daten für den Beginn, das Ende oder die Aussetzung der Jagd vom 1. Juli 2016 bis zum 30. Juni 2021;

Aufgrund des Urteils Nr. 245.927 des Staatsrats vom 25. Oktober 2019 zur Nichtigerklärung des oben genannten Erlasses der Regierung, wobei jedoch die Auswirkungen, insbesondere die Bestimmungen der Artikel 4 und 7, endgültig bis zum 30. Juni 2020 aufrechterhalten werden;

Aufgrund der am 13. Dezember 2019 abgegebenen Stellungnahme der Abteilung "Jagdwesen" des Pools "Ländliche Angelegenheiten";

Aufgrund des Berichts vom 18. Dezember 2019, der in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, Artikel 3 § 1;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die Abteilung Natur und Forstwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Abschusspläne für die Hirschjagd, die sowohl für das Hirschwild als auch für das Kahlwild Mindestquoten vorsehen, zugeteilt hat;

In der Erwägung, dass es auf der Grundlage einer Beurteilung der Sachlage am 10. Dezember 2019 wahrscheinlich scheint, dass ein erheblicher Teil der in den Abschussplänen vorgesehenen Mindestquoten am 31. Dezember 2019, dem Datum für das Ende der Hirschjagd der Jagdsaison 2019-2020, nicht erreicht wird;

In der Erwägung, dass die biologische Situation des Hirschwildes und die derzeit günstigen klimatischen und trophischen Verhältnisse dazu führen, dass die Zuwachsrate des Hirschwildbestände im nächsten Frühjahr gut sein wird, was einen deutlichen Anstieg dieser Bestände in absoluten Zahlen zur Folge hat, wenn die für Kahlwild vorgeschriebenen Mindestabschussquoten nicht erreicht werden;

In der Erwägung, dass unzureichende Abschussquoten für Hirschwild während der Jagdsaison 2019-2020 eine erhöhte Gefahr von Schäden an den landwirtschaftlichen Kulturen, in den Forsten und für die biologische Vielfalt, sowie eine sanitäre Gefahr darstellen;

In der Erwägung, dass eine Verlängerung der Jagdsaison für die Jagd auf Hirschwild in den Monaten Januar und Februar 2020 sowie eine Verlängerung der Treibjagd und die Stöberjagd für die Jagd auf Schwarzwild, die bereits gemäß in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juni 2019 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2016 zur Festlegung der Daten für den Beginn, das Ende oder die Aussetzung der Jagd vom 1. Juli 2016 bis zum 30. Juni 2021 und zur Verhängung eines Verbots jeglicher Formen von Einschränkungen der Jagd auf Schwarzwild für die Jagdsaison 2019-2020 wirksam ist, keine zusätzlichen Auswirkungen auf die anderen Waldnutzer haben wird und zweifellos ermöglichen wird, den Jagddruck auf die Hirschbestände zu verstärken, um die in den Abschussplänen festgelegten Ziele zu erreichen;

In der Erwägung, dass die die Abteilung Natur und Forstwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie auch erklärt, dass die vertraglich festgelegten Abschusspläne für den Mufflon bis zum 31. Dezember 2019 wahrscheinlich nicht erreicht werden, und dass es daher notwendig ist, auch für diese Art eine Verlängerung der Treibjagd und der Stöberjagd zu ermöglichen, wie dies bereits für das Hirsch- und Schwarzwild der Fall ist, um die festgelegten Abschusszahlen zu erreichen;

In Erwägung der günstigen Stellungnahme der Abteilung Natur und Forstwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, in der diese eine Verlängerung der Hirsch- und Mufflonjagd in den Monaten Januar und Februar 2020 befürwortet;

In der Erwägung, dass die letzte Sitzung der Wallonischen Regierung des Jahres 2019 am 18. Dezember 2019 stattfinden wird;

In der Erwägung, dass die Inhaber des Jagdrechts so bald wie möglich über die Möglichkeit informiert werden müssen, während der Treibjagden auf Schwarzwild, die sie von Anfang Januar an organisieren werden, auch Hirsche und Mufflons zu erlegen;

Auf Vorschlag des Vizepräsidenten der Regierung und Ministers für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1.** Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2016 zur Festlegung der Daten für den Beginn, das Ende oder die Aussetzung der Jagd vom 1. Juli 2016 bis zum 30. Juni 2021, teilweise für nichtig erklärt durch das Urteil des Staatsrats Nr. 245.927 vom 25. Oktober 2019, wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Für die Jagdsaison 2019-2020 und unbeschadet der besonderen Bestimmungen über das Jagdverbot in dem festgelegten Seuchengebiet der Afrikanischen Schweinepest in der Provinz Luxemburg und in allen anderen Seuchengebieten, die nach einem Ausbruch der Afrikanischen Schweinepest in der Wallonischen Region festgelegt würden, wird die Jagd mit Schusswaffen auf Kahlwild der Rothirschart bis zum 29. Februar 2020 einschließlich verlängert.”

**Art. 2.** Artikel 7 desselben Erlasses wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Für die Jagdsaison 2019-2020 und unbeschadet der besonderen Bestimmungen über das Jagdverbot in dem festgelegten Seuchengebiet der Afrikanischen Schweinepest in der Provinz Luxemburg und in allen anderen Seuchengebieten, die nach einem Ausbruch der Afrikanischen Schweinepest in der Wallonischen Region festgelegt würden, wird die Jagd mit Schusswaffen auf Mufflon bis zum 29. Februar 2020 einschließlich verlängert.”

**Art. 3.** Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2020 in Kraft.

**Art. 4.** Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Jagdwesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 18. Dezember 2019

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,  
E. DI RUPO

Der Vizepräsident der Regierung und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation,  
digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren  
W. BORSUS

VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/206085]

**18 DECEMBER 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2016 waarbij de openings-, sluitings- en schorsingsdatums voor de jacht van 1 juli 2016 tot 30 juni 2021 vastgelegd worden om de jacht op het soort hert en moefflon te verlengen**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 februari 1882 op de jacht, inzonderheid op artikel 1<sup>ter</sup>, tweede lid, ingevoegd bij het decreet van 14 juli 1994 en gewijzigd bij het decreet van 16 februari 2017;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2016 waarbij de openings-, sluitings- en schorsingsdatums voor de jacht van 1 juli 2016 tot 30 juni 2021 vastgelegd worden;

Gelet op het arrest nr. 247.927 van 25 oktober 2019 waarbij voornoemd besluit van de Regering wordt vernietigd maar waarbij de gevolgen tot 30 juni 2020 definitief worden gehandhaafd, met name de bepalingen van de artikelen 4 en 7;

Gelet op het advies van de beleidsgroep “Landelijke Aangelegenheden”, afdeling “Jacht”, gegeven op 13 december 2019;

Gelet op het rapport van 18 december 2019 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2<sup>o</sup>, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het Departement Natuur en Bossen van de Waalse Overheidsdienst afschotplannen van het soort hert heeft toegekend waarbij minimumafnamen in beboste en niet-beboste gebieden werden opgelegd;

Overwegende dat op 10 december 2019 een aanzienlijk deel van de door de afschotplannen voorziene minimumafnamen, tegen 31 december 2019, sluitingsdatum voor de jacht op het soort hert voor het jachtseizoen 2019-2020, waarschijnlijk niet zullen worden bereikt;

Overwegende dat de biologische situatie van het soort herten en de huidige gunstige klimatologische en trofische omstandigheden van dien aard zijn dat de hertenpopulatie volgend voorjaar snel zal toenemen, wat zal leiden tot een aanzienlijke toename van deze populatie in absolute cijfers, indien de voor geweilose herten opgelegde minimale afschotplannen niet worden gehaald;

Overwegende dat onvoldoende afnamen van het soort hert tijdens het jachtseizoen 2019-2020 een hoger risico op schade zou meebrengen voor de landbouw, de boseigendommen en de biodiversiteit, evenals een risico op sanitair vlak;

Overwegende dat de verlenging van het jachtseizoen voor herten in de maanden januari en februari 2020, alsook de verlenging van de drijfjacht en de jacht met drijfhand op het soort wild zwijn, die reeds van kracht is overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 20 juni 2019 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2016 waarbij de openings-, sluitings- en schorsingsdatums voor de jacht van 1 juli 2016 tot 30 juni 2021 vastgelegd worden en het opleggen van een verbod op iedere vorm van inperking van afschieten op de soort wild zwijn voor het jachtjaar 2019-2020 opgelegd wordt, geen bijkomende gevolgen zullen hebben voor andere bosgebruikers en ongetwijfeld de jachtdruk op de hertenpopulatie zullen verhogen om de doelstellingen van de jachtplannen te bereiken;

Overwegende dat het Departement Natuur en Bossen van de Waalse Overheidsdienst ook bepaalt dat de contractuele afschotplannen voor moeflon waarschijnlijk niet tegen 31 december 2019 zullen worden bereikt, en dat het dus noodzakelijk is om voor deze soort in aanmerking te kunnen komen voor een verlenging van de drijfjacht en de jacht met drijfhand voor deze soort, op dezelfde manier als voor de soorten herten en wilde zwijnen, om de vooropgestelde afnamedoelstellingen te bereiken;

Gelet op het gunstig advies van het Departement Natuur en Bossen van de Waalse Overheidsdienst voor een verlenging van de jacht op herten en moeflons in de maanden januari en februari 2020;

Overwegende dat de laatste zitting van de Waalse Regering voor het jaar 2019 op 18 december 2019 zal plaatsvinden;

Overwegende dat de houders van jachtrechten zo spoedig mogelijk in kennis moeten worden gesteld van de mogelijkheid om dieren van de soorten herten en moeflons af te schieten tijdens de drijfjachten op wild zwijn die ze vanaf begin januari zullen organiseren;

Op de voordracht van de Viceminister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2016 waarbij de openings-, sluitings- en schorsingsdatums voor de jacht van 1 juli 2016 tot 30 juni 2021 vastgelegd worden, gedeeltelijk gewijzigd bij het besluit van de Raad van State nr. 245.927 van 25 oktober 2019, wordt aangevuld met een lid luidend als volgt:

"Voor het jachtjaar 2019-2020 en onverminderd de specifieke bepalingen betreffende het jachtverbod in de omtrek van het gebied dat in de provincie Luxemburg besmet is met Afrikaanse varkenspest en in de omtrek van eventuele andere gebieden die besmet zouden kunnen worden met Afrikaanse varkenspest in Wallonië, wordt de jacht met vuurwapens op niet-beboste herten verlengd tot en met 29 februari 2020."

**Art. 2.** Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"Voor het jachtjaar 2019-2020 en onverminderd de specifieke bepalingen betreffende het jachtverbod in de omtrek van het gebied dat in de provincie Luxemburg besmet is met Afrikaanse varkenspest en in de omtrek van eventuele andere gebieden die besmet zouden kunnen worden met Afrikaanse varkenspest in Wallonië, wordt de jacht met vuurwapens op dieren van het soort moeflon verlengd tot en met 29 februari 2020."

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2020.

**Art. 4.** De Minister bevoegd voor de Jacht is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 december 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Vice-minister-President van de Regering en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS